



Réforme du bac, sélection à l'université : la CGT tire la sonnette d'alarme !

La réforme du bac et celle de la licence changent en profondeur les missions de l'enseignement, le métier et le statut des enseignants. Sur la forme, le style Macron s'affirme : des réformes rondement menées, appliquées dans la précipitation et sans concertation avec les principaux acteurs concernés ! Toutes deux viennent surtout masquer un refus d'investir massivement dans l'éducation et l'enseignement supérieur et ne répondent absolument pas aux difficultés que connaît notre système de formation.

La réforme du bac : spécialisation précoce

Toute la communication du ministre Blanquer autour de la réforme du lycée nous vend une simplification du « mammouth » du bac. Dans les faits, elle va surtout complexifier inutilement l'organisation administrative des lycées, entraîner une spécialisation précoce des élèves tout en rendant les parcours peu lisibles pour les familles.

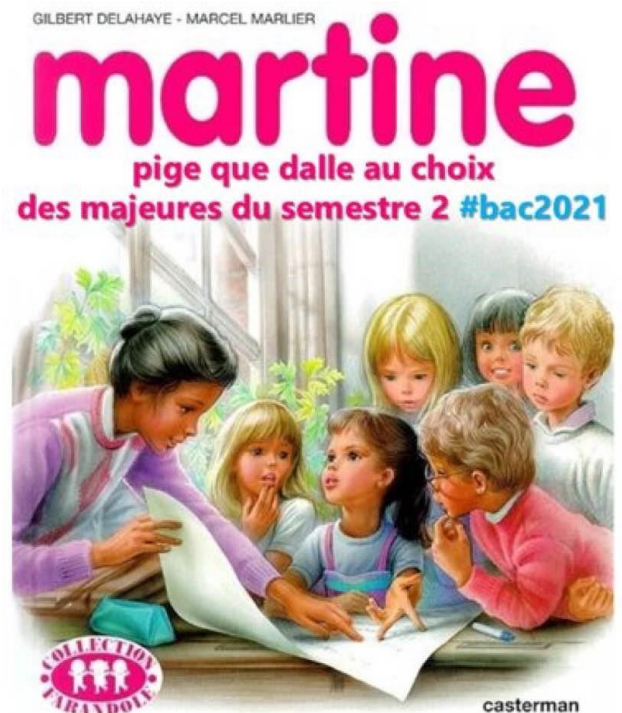
La fin des séries ou la spécialisation dès la première ?

La réforme est censée simplifier le paysage trop complexe des séries. Pourtant, loin d'être une suppression des filières, ce projet prévoit leur démultiplication, avec quasiment une filière par élève ! Vont en effet être proposés des parcours composés d'un tronc commun (TC) et d'un couple de (disciplines) majeures que les élèves passeraient en évaluation terminale et qui compteraient pour le baccalauréat.

Les parcours du lycée correspondront rapidement aux attendus définis par chaque filière postbac. Sous prétexte de mieux individualiser la formation et de mieux préparer les élèves à leur orientation, on risque d'aboutir à une surspécialisation des élèves d'à peine 15 ans... et une rigidification des orientations ! Les lycéens vont perdre en culture générale et ne gagneront que très peu dans les disciplines majeures puisque celles-ci seront amputées de près de la moitié de leur dotation horaire, les élèves passant ces épreuves au milieu du second semestre de terminale.

Simplifier le bac, vraiment ?

La réforme Blanquer doit s'attaquer au bac, jugé trop coûteux, trop lourd et trop stressant pour les élèves. **Mais loin de l'enjeu affiché de simplification le bac, on assiste à une prolifération d'épreuves.** Le bac serait remplacé par cinq épreuves terminales (le français en fin de classe de première, deux épreuves de spécialité au printemps, un "oral" et la philosophie en fin de terminale) comptant pour 60%. S'y ajouterait 10 % de "vrai contrôle continu" (prise en compte des notes "ordinaires") et 30 % reposant sur des "partiels"



ad hoc en première et terminale (pouvant avoir lieu en janvier et en avril pour la première, et en décembre pour la terminale). Au lieu des 12 à 16 épreuves par élèves, on passerait à 29 épreuves tout au long des années de 1^{ère} et terminale... **Au lieu de réduire le temps de bachotage, on risque surtout de désorganiser les temps d'apprentissage et de formation en 1^{ère} et terminale et aboutir à deux années de bachotage permanent...**

Inégalités sociales et concurrence entre établissements

La suppression des filières ne va pas effacer les inégalités de parcours, bien au contraire. La modularité permettra d'affiner encore les stratégies de différenciation sociale et la hiérarchie des parcours scolaires sera d'autant plus forte. Chaque élève aura désormais son curriculum personnel de modules de lycée, or plus les élèves et leurs familles « choisissent » leur parcours, plus la reproduction sociale est forte. Dans cette réforme peu lisible, les élèves dont le milieu socio-culturel le permettra sauront choisir les parcours les plus valorisants et **la réforme du bac risque d'aggraver la surdétermination sociale des résultats scolaires et de l'orientation vers l'enseignement supérieur.**

Il y a également de fortes chances pour que tous les lycées ne puissent pas proposer tous les parcours, ce qui va créer de fortes inégalités d'offre entre les gros établissements et ceux de plus petite taille. Les bons lycées aux bons parcours ! Et tout ça crypté, bien sûr...

La CGT défend un baccalauréat, examen national organisé en épreuves terminales et anonymes, comme clé de voûte de toute l'école publique reposant sur des programmes et des horaires nationaux à tous les niveaux.

Vers la fin des SES ?

Au passage, la réforme du baccalauréat et du lycée induit la fin des Sciences Économiques et Sociales (SES). Les SES ne structurent plus une série (ES) et seront concurrencées par une nouvelle discipline « géopolitique et sciences politiques ».

L'idée est présente depuis 20 ans dans certains milieux libéraux : enfin séparer les sciences économiques et les sciences sociales. L'objectif est d'enseigner la science économique standard (libérale) aux futurs ingénieurs et élèves des écoles de commerce et laisser un os à ronger (la sociologie) pour les doux rêveurs et les gauchistes.

Une sélection à l'université qui aggrave les inégalités !

La réforme Vidal de l'enseignement supérieur instaure une sélection à l'université et change radicalement le système de formation d'enseignement supérieur. Elle masque un refus d'investir massivement dans l'université et passe à côté de l'enjeu de démocratisation de l'enseignement supérieur.

La sélection ne répond pas aux problèmes des universités

Que l'université soit en crise, personne ne le nie ! **Mais l'université ne souffre pas d'un manque de sélection, plutôt au contraire des conséquences de la sélection par l'échec organisée au sein des premiers cycles**, dont sont victimes en priorité les étudiants issus des milieux populaires. Sans moyens suffisants, dotées d'une offre de formation illisible, installés dans des locaux en décrépidité, les universités ne parviennent plus à démocratiser l'accès aux savoirs et aux qualifications. Les enseignants-chercheurs continuent de n'être recrutés et évalués que sur leurs travaux de recherche, alors que l'évolution du public étudiant exige de leur part un engagement dans leurs activités d'enseignement qui n'est pas reconnu. La précarité conduit toujours plus d'étudiants à travailler pour financer leurs études, au détriment de leur réussite. Le scandale de la multiplication des cas de tirage au sort lors de la dernière rentrée universitaire a été le prétexte idéal pour rendre l'idée d'une sélection acceptable.



Sélectionner à l'entrée de l'Université n'est pas une réforme courageuse. C'est une solution de facilité, le meilleur moyen de ne rien changer.

Une pénurie budgétaire de longue date

La crise que traverse l'université est le résultat de dizaine d'années de choix budgétaires qui ont renforcé le système à deux vitesses qui caractérise le supérieur français. D'un côté des filières sélectives avec trop peu



de places (BTS, IUT, classes prépa, grandes écoles etc.), qui coûtent très chères et dans lesquels l'Etat n'a jamais arrêté d'investir... et de l'autre des universités chargées de gérer la pénurie de moyens et d'absorber l'énorme masse d'étudiants sans budgets adaptés. Alors qu'en 10 ans, suite au boom démographique des années 2000, le nombre d'étudiants a augmenté de 20%, le budget alloué n'a augmenté que de 10% : c'est une diminution de 10% par étudiant en 10 ans ! L'université manque de places et d'enseignants : au bas mot, c'est l'équivalent de dix Universités qu'il faudrait créer pour accueillir dignement les élèves. Plutôt que de se donner les moyens de mettre en place

une véritable démocratisation des études supérieures, avec des moyens adaptés d'encadrement et d'accompagnement des étudiants en premier cycle, le gouvernement organise un repli conservateur et élitiste des universités, obsédées par la compétition entre elles et par la course aux classements internationaux.

Retrouver d'autres images des conditions matérielles de l'enseignement supérieur [sur le tumblr « ruines d'université »](#)



Des « attendus » à la concurrence entre établissements

En instaurant des attendus à l'entrée à l'université et en permettant aux établissements de choisir leurs étudiants, en supprimant l'obligation pour chaque université d'accueillir les étudiants originaires de la même académie, c'est toute la philosophie de l'accès à l'enseignement supérieur qui est modifiée. **Le baccalauréat, diplôme national, ne sera plus, de fait, le premier grade universitaire assurant à ses titulaires le droit de suivre des études supérieures** dans la filière de son choix. La réforme ajoute un « supplément au diplôme », où les « compétences » et les « attendus » autoriseront la faculté à sélectionner. Lettre de motivation et CV accompagneront le parchemin et seront les vrais déterminants de « l'orientation ».

En donnant la capacité aux établissements de définir leurs propres critères de recrutement, **cette réforme va créer une compétition entre chaque**

établissement, défavorisant les plus petits, renforçant un peu plus les inégalités. Pire, d'un établissement du supérieur à l'autre, les critères seront différents pour une même filière (telle combinaison de majeures du lycée avec telles notes pour être acceptée, entre tant et tant pour être accepté « sous réserve de remise à niveau », etc.), créant une absence de lisibilité totale pour les familles.

ParcoursSup, l'usine à gaz qui renforce les inégalités

Avant même l'adoption par le parlement de la réforme de l'université, le ministère de l'enseignement supérieur a lancé une nouvelle plateforme d'affectation des futurs étudiants « ParcoursSup » d'ores et déjà calibrées sur la future loi. Dans ParcoursSup, les futurs bacheliers doivent assimiler et renseigner une



montagne d'informations. Les règles du jeu de cette nouvelle plateforme, véritable usine à gaz, sont sans doute de proposer une sélection des candidats qui bénéficient d'aide et ceux qui vont remplir sans bien comprendre. Cette plateforme risque de s'avérer aussi injuste que le tirage au sort... Surtout l'examen des dossiers par les établissements va se faire sans aucun moyen humain supplémentaire. La simple lecture des candidatures s'avère une tâche gigantesque pour les enseignants qui risquent de n'avoir d'autre choix que de la bâcler et de renforcer l'arbitraire même de la sélection.

Un tri social qui ne dit pas son nom

Sans l'assumer, le gouvernement choisit cyniquement de tourner le dos à la démocratisation des études supérieures. À la lecture des attendus nationaux, les bacheliers technologiques sont quasiment écartés de la licence, les bacs pro le sont totalement. La généralisation de la sélection à l'entrée de l'Université va empêcher une large frange des élèves de poursuivre ses études, notamment ceux issus des milieux populaires. Il faut penser la réforme de l'université dans l'ensemble des formations supérieures et se donner les moyens d'ouvrir les places nécessaires en BTS, IUT et licence...

Et demain ? Ce que laissent augurer les « Macron leaks »...

En mai 2017, le contenu des boîtes e-mails de six responsables d'En Marche ! a été divulgué par WikiLeaks, permettant une plongée fort instructive dans la campagne d'Emmanuel Macron. [Ce qu'on y apprend sur l'enseignement supérieur est assez glaçant](#) et la mise en place de la sélection à l'université pourrait n'être que le premier pas d'une hausse forte des frais d'inscription et d'un financement des formations d'enseignement supérieur par les familles ou par un endettement généralisé des étudiants sur le modèle anglo-saxon.

« Instaurer la sélection mine de rien

Il faut instaurer la sélection sans faire de vagues en réglant du même coup la lancinante question du diplôme national, auquel sont si attachés les syndicats (et l'UNEF au premier chef). Les nouvelles formations ne seront pas des licences, elles seront des bachelors (cela existe déjà : rien d'extraordinaire). Les bachelors pourront sélectionner à l'entrée comme ils voudront et faire payer des droits (au départ 1000 euros). Ils donneront l'équivalence de la licence, soit un diplôme national, quand c'est justifié, et la possibilité de postuler en master bien sûr. A côté du nouveau survivra donc l'ancien : des formations de licence non - sélectives et quasi - gratuites qui donnent le même diplôme national qu'avant. On pourra même exiger dans un premier temps que les universités maintiennent ouvertes au moins quelques formations de licence selon le mode ancien : au nom de la « défense du service public contre la marchandisation », mais en même temps, on doit permettre aux universités d'innover et d'affronter la concurrence internationale en Europe, etc, etc. »

Extrait de [« Réformes souhaitables de l'enseignement supérieur français et éléments d'une stratégie de changement »](#), contribution de Robert Gary-Bobo à la campagne Macron (Macron leaks)

La CGT tire la sonnette d'alarme !

La CGT refuse ces retours en arrière qui vont à l'encontre des besoins de notre société. Elle fait le choix de la réussite et de l'émancipation de toutes et tous.

Les revendications de la CGT :

- Abandon pur et simple du projet de contre-réforme du lycée
- Un grenelle de l'éducation pour s'attaquer réellement aux conditions d'enseignement et de réussite au lycée
- Le baccalauréat comme diplôme national, validé par des épreuves ponctuelles nationales et premier grade universitaire garantissant l'accès de tous les bacheliers sur tout le territoire aux filières post-bac et aux établissements de leur choix
- Le retrait du projet de loi Vidal et du « plan étudiant »
- Le libre accès à l'enseignement supérieur et à la recherche
- Une offre de formation dans l'enseignement supérieur et la création de postes à la hauteur des besoins



Mobilisons-nous !

La FERC-CGT, FSU, FNEC-FP-FO, FERC-CGT, SUD éducation avec SUD étudiant.e.s, l'UNEF, l'UNL, et les associations (ASES, SLU) appellent les personnels, les étudiants, les lycéens à participer **à la grève et aux manifestations du 22 mars** avec l'ensemble des fonctionnaires.

La CGT Educ'action administration centrale appelle tous les collègues à se joindre au mouvement du 22 mars